

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service Comptable de l'État



Situation Mensuelle de l'Etat

Novembre 2010



Notes méthodologiques et glossaire	3
Commentaires	4
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice	6
Solde d'exécution budgétaire en gestion	7
Dépenses par Titres et Catégories	8
Dépenses par Missions et par Programmes.....	9
Recettes du budget général	13
Recettes fiscales	13
Recettes non fiscales	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours	17
Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes	18
Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....	19
Tableau des Flux de Trésorerie	20
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées	22
Dettes financières de l'Etat	23

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1^{er} janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1^{er} août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

R & D

Remboursements et Dégrevements

FMI

Fonds Monétaire International

Au 30 Novembre 2010, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -140 656 millions €

En novembre 2009, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 142 485 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 371 584 millions €

➤ *Une évolution marquée par les investissements d'avenir du Grand Emprunt*

Fin novembre, à périmètre constant, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 371 584 millions € contre 364 844 millions € en 2009.

Cet écart (+ 6 740 millions €) s'explique par une augmentation des dépenses d'opérations financières de 20 346 millions € consécutives essentiellement au **Grand emprunt** et une hausse des dépenses de charges de la dette et de personnel de respectivement 2 682 millions € et 1 982 millions €. Cette hausse est compensée par une baisse des dépenses d'intervention de 13 950 millions €, imputable essentiellement à une forte diminution de 20 517 millions € des remboursements et dégrèvements et à une diminution des dépenses d'investissement de 2 333 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors remboursements, dégrèvements et de personnel)*

○ *Au titre du Grand Emprunt*

- Mission **Enseignement scolaire** : 461 millions € au profit du programme Internats d'excellence et égalité des chances dans le cadre de la revitalisation des internats d'excellence et du développement de la culture scientifique ;

- Mission **Travail et emploi** : 500 millions € au profit notamment de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du programme Investissements dans la formation en alternance.

○ *Autres dépenses (hors abondement)*

- Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 305 millions € de transferts à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France ;

- Mission **Travail et emploi** : 243 millions € dans le cadre des Contrats d'accompagnement dans l'emploi ;

- Mission **Défense** : 235 millions € de dépenses d'équipement relatives à l'hélicoptère NH90 ;

- Mission **Recherche et Enseignement supérieur** : 181 millions € de versements relatifs aux bourses sur critères sociaux.

Recettes brutes du budget général : 230 482 millions €

➤ *Recettes fiscales : 306 220 millions €*

○ *Une progression essentiellement imputable à l'encaissement pour la première année de la Cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)*

Fin novembre à périmètre constant, les recettes fiscales brutes s'établissent à 306 220 millions € (contre 291 045 millions € en 2009). Cet écart s'explique notamment par la comptabilisation en 2010 de la CFE et de la CVAE découlant de la réforme de la taxe professionnelle pour un montant total de 12 957 millions €.

Si les recettes brutes d'IR (52 945 millions €), d'IS (38 275 millions €) et de TIPP (13 068 millions €) sont stables par rapport à 2009, celles de TVA (155 935 millions €) progressent de 1 611 millions €.

○ *Les principales recettes du mois*

- Encaissements d'**IR** de 3 389 millions € ;

- Recettes de **TVA** 13 989 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 15 675 millions €*

- Une hausse des recettes non fiscales notamment due à un reversement exceptionnel de France Telecom

Les recettes non fiscales s'élèvent à 15 675 millions € contre 12 506 millions € l'an passé à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par la progression des recettes des produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières (+899 millions €), des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (+742 millions €) et le reversement par France Telecom d'aides d'Etat indues de 1 017 millions €. A l'inverse, cette hausse est compensée par la diminution en 2010 des recettes perçues en contrepartie des garanties accordées par l'Etat aux banques (-1 211 millions €).

- Les principales recettes non fiscales du mois

On constate notamment le versement des dividendes GDF-SUEZ pour 673 millions € et l'encaissement des redevances d'usage des fréquences radioélectriques ordonnancées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) pour 196 millions €.

Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : 446 millions €

- L'évolution des soldes des CS (hors FMI et hors comptes d'avances aux collectivités locales) résulte de mesures exceptionnelles de 2010

Fin Novembre, à périmètre constant, les comptes spéciaux présentent un solde cumulé hors FMI de 446 millions € contre 14 594 millions € en 2009.

La variation du solde des comptes spéciaux de -14 148 millions € est partiellement due, hors compte d'avances aux collectivités territoriales à la comptabilisation des prêts octroyés à la Grèce pour 4 427 millions €, à la dotation en capital à l'Agence nationale de la recherche pour 3 687 millions € et à la dégradation du solde du CAS Pensions de 1 490 millions €.

A l'inverse, le solde du compte de Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés s'améliore de 7 538 millions € en raison de la comptabilisation exceptionnelle en 2009 des prêts octroyés au secteur automobile.

- Les principales évolutions du mois

Le CAS Participations financières de l'Etat enregistre des dépenses de 643 millions € consécutives essentiellement au Grand emprunt, tandis que le compte de Prêts à des Etats étrangers enregistre des dépenses de 207 millions € correspondant notamment à un Prêt à l'AFD pour 104 millions €. Le compte d'Avances aux collectivités territoriales comptabilise des recettes pour 7 737 millions € (taxe d'habitation notamment). On constate également en recettes le remboursement en capital des prêts octroyés au secteur automobile pour 250 millions €.

Situation de la Trésorerie de l'Etat au 30 novembre : -61 791 millions €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin novembre présente un solde créditeur de -61 791 millions €, soit un encaissement net mensuel de 5 234 millions €.

Les principaux encaissements de la période écoulée sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 21 091 millions €, d'autres encaissements pour 8 032 millions € (recettes d'impôts locaux) et des émissions d'emprunts pour 17 541 millions €.

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment) et de personnel pour respectivement 12 571 millions € et 10 157 millions €.

Dettes financières au 30 novembre : 1 242 434 millions €

L'encours de la dette financière au 30 novembre s'établit à 1 242 434 millions €. Les principales variations au cours du mois de novembre concernent une hausse nette du solde des OAT et des BTAN pour respectivement 10 831 millions € et 6 082 millions €.

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE

(EXERCICE 2010 DU 01/01/2010 AU 20/01/2011)

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	108 036	106 054	109 655
Dépenses de fonctionnement	41 089	43 077	38 812
Charges de la dette de l'Etat	39 928	37 246	37 246
Dépenses d'investissement	10 354	12 687	12 687
Dépenses d'intervention	150 371	164 321	163 766
Dépenses d'opérations financières	20 788	442	442
Total des Dépenses	371 584	364 844	363 625
Total des Dépenses (hors R et D)	288 420	260 968	259 749
Recettes fiscales	306 220	291 045	289 940
Recettes non fiscales	15 675	12 506	14 527
Prélèvements sur recettes	-94 250	-98 227	-69 940
Fonds de concours	2 837	2 441	2 441
Total des Recettes	230 482	207 765	236 968
Total des Recettes (hors R et D)	147 318	103 889	133 092
 SOLDE GESTION N	 -141 102	 -157 079	 -126 657
GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :	0	0	0
SOLDE GESTION N+1	0	0	0

II. COMPTES SPECIAUX

GESTION COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-3 407	3 331	3 331
Comptes de concours financiers	3 576	11 075	-18 224
Comptes de commerce	256	176	176
Comptes d'opérations monétaires	387	162	162
SOLDE CS GESTION N	812	14 744	-14 555
SOLDE CS GESTION (hors FMI)	446	14 594	-14 705
GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1	0	0	0
SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)	0	0	0
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année	-140 290	-142 335	-141 212
SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)	-140 656	-142 485	-141 362

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

I. BUDGET GENERAL

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
SOLDE BUDGET N-1	-4 073	-1 191	-1 191

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 017	1 017
Dépenses de personnel	108 036	106 054	109 655
Dépenses de fonctionnement	41 089	43 077	38 812
Charges de la dette de l'Etat	39 928	37 246	37 246
Dépenses d'investissement	10 354	12 687	12 687
Dépenses d'intervention	150 371	164 321	163 766
Dépenses d'opérations financières	20 788	442	442
Total des Dépenses	371 584	364 844	363 625
Total des Dépenses (hors R et D)	288 420	260 968	259 749
Recettes fiscales	306 220	291 045	289 940
Recettes non fiscales	15 675	12 506	14 527
Prélèvements sur recettes	-94 250	-98 227	-69 940
Fonds de concours	2 837	2 441	2 441
Total des Recettes	230 482	207 765	236 968
Total des Recettes (hors R et D)	147 318	103 889	133 092
SOLDE BUDGET N	-141 102	-157 079	-126 657

II. COMPTES SPECIAUX

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1	7 426	8 523	8 523
SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)	7 166	8 234	8 234

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-3 407	3 331	3 331
Comptes de concours financiers	3 576	11 075	-18 224
Comptes de commerce	256	176	176
Comptes d'opérations monétaires	387	162	162
SOLDE CS BUDGET N	812	14 744	-14 555
SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)	446	14 594	-14 705

**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au
cours de l'année**
-136 937 **-135 003** **-133 880**
**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au
cours de l'année (hors FMI)**
-137 563 **-135 442** **-134 319**

DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
TITRE 2				
Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL				
Rémunérations d'activité		64 566	63 695	65 826
Cotisations et contributions sociales		42 533	41 445	42 903
Prestations sociales et allocations diverses		937	914	926
TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL	117 524	108 036	106 054	109 655
AUTRES TITRES				
Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS				
		1 018	1 017	1 017
Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		19 522	21 793	21 363
Subventions pour charges de service public		21 567	21 284	17 449
Total des dépenses de fonctionnement		41 089	43 077	38 812
Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		39 928	37 246	37 246
Total des charges de la dette de l'Etat		39 928	37 246	37 246
Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		8 960	10 968	10 968
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 394	1 719	1 719
Total des dépenses d'investissement		10 354	12 687	12 687
Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION				
Transferts aux ménages		33 739	35 057	34 999
Transferts aux entreprises		70 217	88 141	87 857
Transferts aux collectivités territoriales		21 923	22 944	22 944
Transferts aux autres collectivités		24 468	18 058	17 845
Appels en garantie		24	121	121
Total des dépenses d'intervention		150 371	164 321	163 766
Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES				
Prêts et avances		855	99	99
Dotations en fonds propres		18 747	343	343
Dépenses de participations financières		1 186	0	0
Total des dépenses d'opérations financières		20 788	442	442
TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES	300 919	263 548	258 790	253 970
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL	418 443	371 584	364 844	363 625
Remboursements et dégrèvements	93 014	83 164	103 876	103 876
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)	325 429	288 420	260 968	259 749

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 683	2 458	2 379	2 320
Action de la France en Europe et dans le monde	1 759	1 592	1 537	1 478
Rayonnement culturel et scientifique	593	562	558	558
Français à l'étranger et affaires consulaires	331	304	284	284
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 703	2 320	2 327	2 319
Administration territoriale (1)	0	0	0	1 469
Administration territoriale	1 794	1 533	1 568	94
Vie politique, culturelle et associative	262	238	203	203
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	647	549	556	553
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 263	3 678	3 166	3 155
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 407	2 059	1 524	1 524
Forêt	420	381	318	318
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	591	505	581	580
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	845	733	743	733
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 575	3 058	2 952	2 745
Aide économique et financière au développement	1 210	1 024	937	864
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 331	2 017	2 000	1 866
Développement solidaire et migrations	34	17	15	15
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 416	3 168	3 139	3 138
Liens entre la nation et son armée	139	121	136	136
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	2 955	2 902	2 901
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	96	92	101	101
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	583	496	485	481
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	285	267	265
Conseil économique, social et environnemental	38	38	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	221	173	181	179
CULTURE	3 011	2 747	2 646	2 641
Patrimoines	1 318	1 170	1 135	1 135
Création	831	800	773	773
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	862	777	738	733
DEFENSE	38 916	34 524	35 913	35 871
Environnement et prospective de la politique de défense	1 845	1 612	1 666	1 666
Préparation et emploi des forces	22 408	20 379	20 116	20 115
Soutien de la politique de la défense	2 848	2 163	1 835	1 794
Equiperment des forces	11 815	10 370	12 296	12 296
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	608	457	446	444
Coordination du travail gouvernemental	522	389	344	342
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	35	35
Protection des droits et libertés	86	68	67	67
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	15 828	12 932	10 309	10 032
Infrastructures et services de transports	6 365	5 166	5 263	4 979
Sécurité et circulation routières	60	39	38	38
Sécurité et affaires maritimes	140	104	86	86
Météorologie	193	190	181	181
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	363	261	225	225
Information géographique et cartographique	74	72	74	74
Prévention des risques	327	225	189	189
Energie et après-mines	827	731	779	779

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 879	3 544	3 474	3 481
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	1 600	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	1 000	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
ECONOMIE	8 668	3 691	1 579	1 571
Développement des entreprises et de l'emploi	1 186	945	934	931
Tourisme	62	47	56	58
Statistiques et études économiques	434	393	403	398
Stratégie économique et fiscale	346	166	186	184
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	2 140	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	44 650	41 092	38 730	38 730
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	39 928	37 246	37 246
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	24	121	121
Epargne	1 254	1 140	1 154	1 154
Majoration de rentes	198	0	209	209
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 330	56 428	55 218	55 200
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	16 317	15 918	15 918
Enseignement scolaire public du second degré	29 034	26 619	26 380	26 380
Vie de l'élève	3 747	3 431	3 354	3 354
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 040	6 531	6 454	6 454
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 132	1 918	1 944	1 917
Enseignement technique agricole	1 269	1 128	1 168	1 177
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	484	-	-
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 809	10 419	10 402	10 259
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 434	7 708	7 730	7 610
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	26	15	13	13
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	366	251	228	228
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	804	696	815	802
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	66	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 531	1 395	1 409	1 399
Fonction publique	220	166	148	148
Entretien des bâtiments de l'Etat	344	122	59	59
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	641	460	421	420
Immigration et asile	553	399	370	369
Intégration et accès à la nationalité française	88	61	51	51
JUSTICE	6 925	6 127	5 972	5 968
Justice judiciaire	2 896	2 560	2 541	2 541
Administration pénitentiaire	2 706	2 361	2 198	2 198
Protection judiciaire de la jeunesse	776	685	699	696
Accès au droit et à la justice	295	288	299	299
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	246	229	227	226
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	4	8	8
MEDIAS	1 133	838	1 021	1 021
Presse	425	283	306	306
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	26	24	24
Contribution au financement de l'audiovisuel	482	340	458	458
Action audiovisuelle extérieure	197	189	233	233

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
OUTRE-MER	2 181	1 819	1 713	1 713
Emploi outre-mer	1 319	1 193	1 106	1 106
Conditions de vie outre-mer	862	626	607	607
PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE	2 774	2 269	6 680	6 680
Programme exceptionnel d'investissement public	495	469	622	622
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	1 844	1 435	4 442	4 442
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	435	365	1 616	1 616
POLITIQUE DES TERRITOIRES	424	225	385	385
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	345	196	317	317
Interventions territoriales de l'Etat	79	29	68	68
POUVOIRS PUBLICS	1 019	1 018	1 017	1 017
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	322	322
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
PROVISIONS	46	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	46	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	46 807	43 150	21 708	21 405
Formations supérieures et recherche universitaire	12 266	11 584	11 348	11 045
Vie étudiante	2 028	1 900	1 861	1 861
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 189	3 979	3 957	3 957
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	1 072	1 092	1 092
Recherche spatiale	1 290	1 137	1 104	1 104
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	224
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	487
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	967	893	743	743
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 276	1 066	994	283
Recherche duale (civile et militaire)	194	190	192	192
Recherche culturelle et culture scientifique	159	149	147	147
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	280	270	270
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	1 000	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	3 050	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	14 350	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	1 500	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	1 000	-	-
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 728	5 430	4 934	4 934
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	3 641	3 577	3 577
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	793	690	651	651
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	1 099	706	706
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 707	2 389	2 295	2 289
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	669	674	674
Concours financiers aux départements	495	449	453	453
Concours financiers aux régions	903	853	776	772
Concours spécifiques et administration	532	418	392	390

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	93 014	83 164	103 876	103 876
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	68 375	87 697	87 697
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	14 789	16 179	16 179
SANTE	1 185	1 019	1 065	1 058
Prévention et sécurité sanitaire	474	388	473	466
Offre de soins et qualité du système de soins	126	85	88	88
Protection maladie	585	546	504	504
SECURITE	16 399	14 723	14 914	14 878
Police nationale	8 775	7 973	7 925	7 907
Gendarmerie nationale	7 624	6 750	6 989	6 971
SECURITE CIVILE	524	383	366	366
Intervention des services opérationnels	253	194	203	203
Coordination des moyens de secours	271	189	163	163
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 355	10 764	10 293	10 229
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 560	796	494	436
Actions en faveur des familles vulnérables	414	354	750	750
Handicap et dépendance	9 137	8 529	8 078	8 078
Egalité entre les hommes et les femmes	30	24	23	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 214	1 061	948	942
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	827	675	720	717
Sport	256	222	189	189
Jeunesse et vie associative	182	112	138	138
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	389	341	393	390
TRAVAIL ET EMPLOI	13 116	12 111	10 818	10 807
Accès et retour à l'emploi	6 773	6 581	5 565	5 565
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 919	4 237	4 467	4 467
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	76	59	66	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	848	734	720	709
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	500	-	-
VILLE ET LOGEMENT	8 595	7 552	6 956	6 956
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 215	959	1 060	1 060
Aide à l'accès au logement	5 370	5 095	4 694	4 694
Développement et amélioration de l'offre de logement	822	424	463	463
Politique de la ville	688	574	739	739
Rénovation thermique des logements (3)	500	500	-	-
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	418 443	371 584	364 845	363 625

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
11 - IMPOT SUR LE REVENU				
Impôt sur le revenu	56 189	52 945	52 961	52 961
12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	6 101	7 005	4 334
13 - IMPOT SUR LES SOCIETES				
Impôt sur les sociétés	52 300	38 275	38 017	38 017
14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	400	372	372
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	4 401	4 389	4 389
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	3	3
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	26	60	60
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	4 312	3 547	3 547
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	34	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	94	95	95
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	645	712	712
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	14	10	10
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	14	16	16
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	45	34	34
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	604	595	595
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	138	340	340
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	10 371	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	2 586	-	-
Recettes diverses	388	321	221	221
TOTAL (14)	25 560	24 005	10 427	10 427
15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	13 068	13 086	13 462
16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 960	155 935	154 324	154 062
17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	334	275	275
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	155	136	136
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	329	247	247
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	763	519	519
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	6 139	6 036	6 036

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	312	307	307
Taxe de publicité foncière	263	280	268	268
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	2 707	2 644	2 644
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	97	148	148
Timbre unique	99	105	86	86
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	1 411
Autres taxes intérieures	253	287	270	270
Autres droits et recettes accessoires	4	6	3	3
Amendes et confiscations	50	48	63	63
Taxe générale sur les activités polluantes	193	195	187	187
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	149	151	151
Autres droits et recettes à différents titres	4	296	26	26
Taxe sur les achats de viande	0	1	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	49	74	74
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	49	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	28	30	30
Taxe de l'aviation civile	70	59	71	71
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	363	363
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	27	23	23
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux	1 807	1 671	1 696	1 696
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	719	761	761
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	306	628	628
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	1	-	-
Autres taxes	157	417	142	142
TOTAL (17)	18 365	15 891	15 225	16 677
TOTAL DES RECETTES FISCALES	348 294	306 220	291 045	289 940
Remboursements et dégrèvements	93 014	83 164	103 876	103 876
TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)	255 280	223 056	187 169	186 064

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	3 064	2 165	1 945
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	511	59	59
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 891	3 185	2 635	2 635
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1	0	0
TOTAL (21)	6 868	6 761	4 859	4 639
22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT				
Revenus du domaine public non militaire	260	193	194	194
Autres revenus du domaine public	65	46	49	49
Revenus du domaine privé	40	29	36	36
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	274	242	242
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	912	1 037	607
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	36	32	32
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	12	20	20
TOTAL (22)	1 849	1 502	1 610	1 180
23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	377	325	325
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	2 671
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	510	359	359
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	81	83	83
Produits de la vente de divers biens	2	2	3	3
Produits de la vente de divers services	205	97	135	135
Autres recettes diverses	10	12	9	9
TOTAL (23)	1 154	1 079	914	3 585
24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	173	104	104
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	8	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	407	453	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	161	210	210
Autres avances remboursables sous conditions	7	4	10	10
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	10	14	14
TOTAL (24)	886	811	350	350

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	626	594	594
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	458	167	167
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	8	27	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	11	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	652	705	705
Frais de poursuite	120	97	89	89
Frais de justice et d'instance	12	1	2	2
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	2	2
TOTAL (25)	1 886	1 854	1 596	1 596
26 - DIVERS				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	500	500	500
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	742	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	194	1 402	1 402
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	107	98	98
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	9	11	11
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	407	343	343
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	64	79	79
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	4	23	0	0
Frais d'inscription	8	7	7	7
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	8	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	1	2	2
Récupération d'indus	42	32	22	22
Recouvrements après admission en non-valeur	260	208	191	191
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	39	47	47
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	1	2	2
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	126	323	323
Produits divers	30	24	18	18
Autres produits divers	208	1 173	95	95
TOTAL (26)	3 409	3 668	3 177	3 177
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	16 052	15 675	12 506	14 527

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT				
31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-37 666	-37 442	-37 443
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-587	-550	-550
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	-2	-33	-33
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-169	-150	-150
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-537	-585	-585
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-5 709	-5 367	-5 367
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-1 887	-1 901	-1 750
Dotation élu local	-65	-60	-59	-59
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-37	-40	-40
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-37	-69	-69
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-459	-458	-458
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-299	-299	-299
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-606	-606	-606
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéficiaires non commerciaux	-282	-259	-275	-275
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-186	-198	-198
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-14	-9	-9
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-137	-3 849	-3 849
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-29 148	-29 148	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-120	-	-
TOTAL (31)	-85 880	-77 921	-81 041	-51 743
32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-16 329	-17 187	-18 197
TOTAL (32)	-18 153	-16 329	-17 187	-18 197
TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT	-104 033	-94 250	-98 227	-69 940
FONDS DE CONCOURS				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		2 591	2 181	2 181
Fonds de concours - coopération internationale		246	260	260
TOTAL DES FONDS DE CONCOURS	3 122	2 837	2 441	2 441
TOTAL GENERAL DES RECETTES	263 435	230 482	207 765	236 968
Remboursements et dégrèvements	93 014	83 164	103 876	103 876
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)	170 421	147 318	103 889	133 092

(1) Ligne créée en 2010

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	158	212	136	212	136	212
Développement agricole et rural	104	104	108	109	108	109
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	460	496	745	549	745	549
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	5 192	1 722	1 348	3 335	1 348	3 335
Pensions	46 044	46 017	44 728	46 191	44 728	46 191
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	51 958	48 551	47 065	50 396	47 065	50 396
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 687	67	3 492	239	3 492	239
Avances à l'audiovisuel public	2 863	2 241	2 749	2 203	2 749	2 203
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	541	176	604	188	604	188
Avances aux collectivités territoriales	51 726	61 914	48 679	70 126	77 978	70 126
Prêts à des Etats étrangers	4 830	571	283	410	283	410
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 007	2 261	6 287	3	6 287	3
Total des Comptes de Concours Financiers	63 654	67 230	62 094	73 169	91 393	73 169
COMPTES DE COMMERCE						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	495	497	485	509	485	509
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	115	100	84	84	84	84
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 232	1 232	1 590	1 590	1 590	1 590
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	385	268	474	403	474	403
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	43 133	43 613	41 112	41 393	41 112	41 393
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	4	9	9	9	9	9
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	104	57	87	91	87	91
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	538	487	766	704	766	704
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	20	19	20	20	20	20
Total des Comptes de Commerce	46 026	46 282	44 627	44 803	44 627	44 803
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES						
Emission des monnaies métalliques	137	177	183	204	183	204
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 048	1 414	10 780	10 930	10 780	10 930
Pertes et bénéfices de change	40	21	39	30	39	30
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	1 225	1 612	11 002	11 164	11 002	11 164
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	162 863	163 675	164 788	179 532	194 087	179 532
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	161 815	162 261	154 008	168 602	183 307	168 602

Unité : million d'€

Désignation	2010	2009 retraité	2009 exécuté
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	54	76	76
Développement agricole et rural	0	1	1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	36	-196	-196
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	-3 470	1 987	1 987
Pensions	-27	1 463	1 463
Total des Comptes d' Affectation Spéciale	-3 407	3 331	3 331
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-2 620	-3 253	-3 253
Avances à l'audiovisuel	-622	-546	-546
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-365	-416	-416
Avances aux collectivités territoriales	10 188	21 447	-7 852
Prêts à des Etats étrangers	-4 259	127	127
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 254	-6 284	-6 284
Total des Comptes de Concours Financiers	3 576	11 075	-18 224
COMPTES DE COMMERCE			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	2	24	24
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	-15	0	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-117	-71	-71
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	480	281	281
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	5	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	-47	4	4
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-51	-62	-62
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-1	0	0
Total des Comptes de Commerce	256	176	176
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES			
Emission des monnaies métalliques	40	21	21
Opérations avec le Fonds monétaire international	366	150	150
Pertes et bénéfices de change	-19	-9	-9
Total des Comptes d' Opérations Monétaires	387	162	162
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX	812	14 744	-14 555
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)	446	14 594	-14 705

Unité : million d'€

	Novembre		Cumul au 30 Novembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	31 784	31 397	377 460	372 796	1,25%
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	95	154	944	1 328	-28,92%
	Autres recettes de fonctionnement	697	192	4 850	3 734	29,89%
	Impôts et taxes encaissés	21 091	20 848	297 110	282 046	5,34%
	Autres recettes régaliennes	537	636	4 971	4 888	1,70%
	Recettes d'intervention	150	542	2 833	7 786	-63,61%
	Intérêts et dividendes reçus	1 182	630	11 057	9 111	21,36%
	Autres encaissements	8 032	8 395	55 695	63 903	-12,84%
	Décaissements	36 283	36 173	480 978	489 343	-1,71%
	Dépenses de personnel	10 157	10 845	110 507	111 800	-1,16%
	Achats et prestations externes payés	2 252	1 725	16 222	16 043	1,12%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	4 099	3 735	61 894	81 152	-23,73%
	Autres dépenses de fonctionnement	236	258	3 170	5 997	-47,14%
	Subventions pour charges de service public versées	1 097	1 202	21 931	17 487	25,41%
	Dépenses d'intervention	12 571	9 655	166 073	130 336	27,42%
Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	0	8	121	-93,39%	
Intérêts payés	287	284	40 818	40 709	0,27%	
Autres décaissements	5 584	8 469	60 355	85 698	-29,57%	
Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-4 499	-4 776	-103 518	-116 547	11,18%	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	3 621	2 650	43 848	37 109	18,16%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	2 021	1 237	8 600	13 729	-37,36%
	Immobilisations financières	1 600	1 413	35 248	23 380	50,76%
	Cessions d'immobilisations	321	192	13 031	20 006	-34,86%
	Immobilisations corporelles et incorporelles	16	31	415	418	-0,72%
	Immobilisations financières	305	161	12 616	19 588	-35,59%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-3 300	-2 458	-30 817	-17 103	-80,18%	

Unité : million d'€

	Novembre		Cumul au 30 Novembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	17 541	16 180	198 326	259 878	-23,68%
	OAT	12 222	11 067	127 934	104 959	21,89%
	BTAN	8 222	5 922	84 647	73 156	15,71%
	Solde des BTF	-2 903	-809	-14 255	81 763	-117,43%
	Remb. des emprunts (hors BTF)	2 734	3 057	108 650	119 452	-9,04%
	Dettes négociables	2 690	3 057	104 973	119 040	-11,82%
	OAT	759	1 209	34 111	64 437	-47,06%
	BTAN	1 931	1 848	70 862	54 603	29,78%
	Dettes non négociables	44	0	3 677	412	792,48%
	Flux liés aux instruments financiers à terme	-105	-388	64	-17	476,47%
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	14 702	12 735	89 740	140 409	-36,09%	
Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-1 669	2 667	4 120	1 536	168,23%	
VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)	5 234	8 168	-40 475	8 295	-587,94%	
TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)	-67 025	-20 882	-21 316	-21 009	-1,46%	
TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)	-61 791	-12 714	-61 791	-12 714	-386,01%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009		
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin novembre	Situation fin novembre	
D F T	Organismes d'assurance et de réassurance	19	753	772	0	0	
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	146 872	144 623	2 260	10	
	Natixis banque	3	682	615	70	71	
	La Poste	2	31	31	2	1	
	Autres organismes à caractère financier	187	192 300	192 354	133	642	
	CEPL	Régions	935	41 165	41 482	618	364
		Départements	3 668	87 431	89 969	1 130	915
		Communes	15 299	105 742	106 610	14 431	13 099
		Hôpitaux	3 837	82 080	82 421	3 496	3 091
		HLM	192	11 864	11 910	146	142
		Autres CEPL	13 459	92 264	92 993	12 730	11 336
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	154 677	131 786	27 971	4 045
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	29 702	22 067	8 370	559
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	23 244	23 054	681	189
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	7 211	7 518	431	348
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	13 108	5 350	7 114	11 344	12 276	
	Communautés européennes	1 284	21 810	20 145	2 949	3 081	
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	71	309	325	55	47
		GIP	230	1 833	1 882	181	185
		EPLE	1 876	7 398	7 222	2 052	1 949
		Autres correspondants	3 106	38 942	39 228	2 820	19 941
		Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	1	0	1	0	0
	Intérêts courus sur comptes DFT	61	0	61	0	0	
	C A T	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 851	5 678	5 630	1 899	1 984
Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF		0	0	0	0	0	
Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme		492	8 052	4 803	3 741	555	
Intérêts courus sur comptes à terme		4	0	4	0	0	
Total Passif (I)	66 740	1 065 390	1 034 620	97 510	74 830		
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1		
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	0		
<i>Neutralisation des comptes DFT</i>					379		
Total Actif (II)	2	0	1	1	380		
SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)	66 738	1 065 390	1 034 619	97 509	74 450		

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010				Exercice 2009	
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin novembre	Situation fin novembre	
Dettes négociables (I)	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	124 590	36 131	807 306	717 760
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	83 044	70 583	227 479	215 436
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	401 635	415 890	199 865	220 044
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	Total dette négociable (I)	1 147 985	609 269	522 604	1 234 650	1 153 240
Dettes non négociables (II)	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dettes exigibles :	249	498 913	498 915	247	254
	- OAT	0	28 481	28 481	0	0
	- BTAN	0	50 904	50 904	0	0
	- BTF	0	415 890	415 890	0	0
	- Autres titres non négociables	249	3 638	3 640	247	254
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
Total dette non négociable (II)	249	498 913	498 915	247	260	
Autres emprunts (III)	Total autres emprunts (III)	10 422	753	3 638	7 537	10 335
TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)	1 158 656	1 108 935	1 025 157	1 242 434	1 163 835	